



## LES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS AU CANADA

## QUE VEUT LE PUBLIC?

### Feuille d'information I

Il est temps que les politiques gouvernementales s'ajustent aux préférences du public. Une nouvelle étude proportionnelle du public canadien, menée à l'échelle nationale, révèle l'existence d'une énorme disparité entre les préférences du public à l'égard des services de garde et l'état actuel du système au Canada.

#### Où sont les enfants?

Il y a environ 5 millions (4 891 300) d'enfants au Canada âgés de 0 à 12 ans. Trois millions et demi (3 308 700) de ces enfants ont une mère qui fait partie de la main-d'œuvre rémunérée. (*Friendly, Beach and Turiano (2002) Early Child Education and Care in Canada 2001. Chilcare Resources and Research Unit: University of Toronto: Tables 4 et 28.*)

#### Pourquoi les services de garde d'enfants sont-ils importants?

Il n'y a plus aucun doute que les soins qu'un enfant reçoit durant son enfance ont une incidence sur sa santé, son bonheur et sa productivité sa vie durant. Nous devons veiller à ce que les services de garde que reçoivent des millions d'enfants au Canada soient de la plus grande qualité possible. Notre avenir en dépend.

[TRADUCTION] « Les premières années sont déterminantes pour le développement et le bien-être futur de l'enfant; elles établissent le fondement de la compétence et de la capacité d'adaptation qui influenceront sur sa capacité d'apprentissage, son comportement et sa santé. Les enfants s'épanouissent dans des familles et des collectivités qui répondent à leurs besoins physiques et développementaux et qui leur procurent sécurité, attention, respect et amour. » (*McCain et Mustard, Inverser la véritable fuite des cerveaux : étude sur la petite enfance, Toronto, Ontario, Secrétariat à l'enfance, 1999.*)

[TRADUCTION] « L'intervention en bas âge afin de promouvoir le développement de l'enfant durant cette période critique peut avoir des avantages à long terme qui durent toute la vie de l'enfant. Les gouvernements et d'autres partenaires offrent à l'heure actuelle toute une gamme de programmes et de services pour soutenir efficacement le développement de la petite enfance. Le défi consiste à mieux coordonner ces services et ces mesures de soutien et à les rendre accessibles sur une plus vaste échelle. » (*Entente sur le développement de la petite enfance, le 11 septembre 2000*)

[TRADUCTION] « Les ministres reconnaissent l'importance d'offrir des programmes de qualité dans le domaine de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants pour contribuer au développement social, affectif, physique et cognitif des jeunes enfants. » (*Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (2003), Développement des ressources humaines Canada, socialunion.gc.ca/ecd-framework\_f.htm*)

#### Que pensent les Canadiens des services de garde d'enfants?

Dans le cadre d'un vaste projet intitulé *L'avancement d'un plan d'action pour le développement de la petite enfance*, financé par Développement des ressources humaines Canada, la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance

s'est jointe à l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance dans le but d'embaucher à contrat Mme Jennifer Espey, Ph.D., afin qu'elle entreprenne une étude nationale des attitudes et des préférences du public à l'égard des services de garde d'enfants. L'étude a été menée grâce à un échantillon aléatoire proportionnel de 1 200 Canadiens, du 27 novembre au 12 décembre 2002. Tous les résultats sont exacts moyennant une marge d'erreur de plus ou moins 2,9 %, à un niveau de confiance de 95 %. Les renseignements suivants concernant l'opinion publique sont fondés sur les résultats de cette étude.

Les Canadiens sont presque universellement sensibilisés à l'importance des services de garde pour le développement de la petite enfance :

- 94 % estiment que les années les plus déterminantes pour le développement du cerveau sont les six premières années.
- 89 % estiment que, peu importe les antécédents familiaux, des services de garde de mauvaise qualité nuisent au développement de l'enfant.
- 79 % croient que les intervenantes bien qualifiées offrent un meilleur service.

Les services de garde ont franchi d'importants obstacles dans l'opinion du public. Les deux tiers des gens les perçoivent aujourd'hui comme un service qui favorise le développement des enfants. À l'inverse, ils ne sont que 17 % à les percevoir comme du « gardiennage ». Les services de garde sont également perçus comme un service essentiel :

- 94 % des Canadiens estiment que les services de garde d'enfants sont importants pour permettre aux parents de participer à la main-d'œuvre.
- 90 % jugent qu'ils sont importants pour l'éducation de l'enfant.
- 78 % les jugent importants pour resserrer les liens communautaires.
- 68 % considèrent que c'est un service important à offrir aux employeurs.
- 89 % sont d'avis que « la qualité des services de garde est essentielle à la prospérité du Canada ».

#### Qu'est-ce que les Canadiens veulent comme services de garde d'enfants?

Nous avons vérifié les préférences du public en matière de services de garde de diverses façons pour pouvoir obtenir des réponses fiables. Dans l'ensemble, il est clair que les Canadiens estiment qu'il pourrait y avoir un système de services de garde d'enfants public coordonné à l'échelle nationale :

- 90 % des Canadiens pensent que « le Canada devrait se doter d'un plan de services de garde coordonné à l'échelle nationale, qui veillerait à ce que tous les enfants aient accès à des services de qualité, peu importe leur revenu familial, leurs handicaps, leur race, ou la région du pays où ils vivent ».
- 86 % sont d'avis qu'il « pourrait y avoir un système public de services de garde qui donnerait accès à des services de qualité à tous les enfants canadiens ».
- 73 % estiment que les coûts sont secondaires par rapport aux avantages qu'il y aurait à donner accès à des services de garde de qualité à tous les enfants canadiens.

Pourtant, à ce jour, « dans l'ensemble, le Canada ne possède pas de stratégie nationale à l'égard des soins et de l'éducation de la petite enfance (ECEC) ». (*Friendly, Beach and Turiano (2002) Early Childhood Education and Care in*

Fédération canadienne des services de garde à l'enfance  
Sandra Griffin, directrice générale  
1 800 858-1412, poste 229  
sgriffin@cccfc-fcsge.ca

Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance  
Maryann Bird, directrice générale  
1 (613) 594-3196  
ccaac@istar.ca



## LES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS AU CANADA

## QUE VEUT LE PUBLIC?

### Feuille d'information I

Canada 2001. *Childcare Resource and Research Unit: University of Toronto: p. XIII.*  
« L'éventail de soins et de services éducatifs offerts à la petite enfance et leur accessibilité varient énormément selon les régions et les conditions de vie des gens. Toutefois, aucune région au Canada n'est en ce moment dotée d'un système public de soins et de services éducatifs pour la petite enfance bien conçu, qui répond aux besoins de la majorité des familles et des enfants. »  
(*Friendly, Beach and Turiano (2002) Early Childhood Education and Care in Canada 2001. Childcare Resource and Research Unit: University of Toronto: p. XIII.*)

En fait, 71 % des Canadiens ne croient pas que « tous les enfants au Canada ont un accès égal à des services de garde de qualité ». Cette inégalité est principalement attribuable aux ressources financières de la famille. Les raisons en sont aussi l'isolement géographique, l'absence d'uniformisation des politiques gouvernementales et le manque de services de garde de qualité. Les analyses des données nationales indiquent, qu'aux yeux du public, les parents sont surchargés tandis que le gouvernement fédéral et les employeurs s'en tirent à trop bon compte.

Les Canadiens ont raison. Les frais de garde sont ce qui coûte le plus cher dans l'éducation des enfants au Canada de nos jours – 33 % des coûts associés à l'éducation d'un enfant sont attribuables aux services de garde comparativement à 23 % au logement. (*Conseil canadien de développement social (1998), Le progrès des enfants au Canada, 1998 : Gros plan sur les jeunes.*) L'investissement gouvernemental ne représente que 386 \$ par enfant âgé de 0 à 12 ans au Canada, et la disparité est énorme d'une province à l'autre. Au Québec, c'est une moyenne de 980 \$ qui est dépensée par enfant, comparativement aux autres provinces où les dépenses les plus élevées se chiffrent à 338 \$ au Manitoba, 273 \$ en Colombie-Britannique et 232 \$ en Ontario. C'est en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan que l'investissement est le plus faible. (*Friendly, Beach and Turiano (2002) Early Childhood Education and Care in Canada 2001. Childcare Resource and Research Unit: University of Toronto: Table 13.*)

Il n'est peut-être pas surprenant que 90 % des Canadiens estiment que « le gouvernement devrait veiller davantage à ce que tous les Canadiens aient accès à des services de garde d'enfants de qualité »; plusieurs options politiques reçoivent d'ailleurs l'appui indénié du public dans tous les groupes démographiques et toutes les régions du pays :

- 96 % des Canadiens sont favorables à la réglementation de tous les services de garde d'enfants afin qu'ils satisfassent aux normes de qualité.
- 96 % des Canadiens sont favorables à la prestation d'une formation et de ressources aux intervenantes en services de garde d'enfants.
- 96 % sont favorables à ce que les enfants ayant des besoins spéciaux aient accès aux services de garde d'enfants communautaires.
- 96 % sont d'accord pour que l'on donne aux parents davantage d'information sur la façon de choisir un service de garde de qualité.
- 89 % veulent que l'on augmente le financement public au chapitre des services de garde de qualité.
- 88 % sont favorables à une augmentation du salaire des intervenantes.

À l'heure actuelle, la réglementation des services de garde varie énormément selon la province, bien que les préférences du public n'aient guère de cause dans **aucune**. Les places réglementées en garderie pour les enfants de 0 à 12 ans ne satisfont qu'à 4,2 % de la demande à Terre-Neuve et au Labrador et à 21,1 % au Québec. La plupart des provinces ont suffisamment de places réglementées pour seulement 10 % des enfants de moins de 12 ans. En outre, le financement des services de garde a diminué de près de 70 millions de dollars, en dollars constants de 2001, depuis 1992. Les efforts faits récemment pour aider les enfants n'ont pas porté sur les services de garde. À ce jour, seulement 8 % des fonds de l'Entente sur le développement de la petite enfance et 7 % des fonds de la stratégie de réinvestissement dans le cadre de la Prestation nationale pour enfants sont dépensés au profit des services de garde réglementés. Le salaire horaire moyen des intervenantes qualifiées en services de garde au Canada est de 11,62 \$

(*Friendly, Beach and Turiano (2002) Early Childhood Education and Care in Canada 2001. Childcare Resource and Research Unit: University of Toronto: Table 30, 14, 15 et 21.*) Aucune province n'a de politique visant à assurer que les enfants ayant des besoins spéciaux soient accueillis dans les services de garde communautaires. Soixante et onze pour cent des familles où vit un enfant ayant des besoins spéciaux ont déclaré avoir beaucoup de difficulté à trouver un service de garde, et dans les deux tiers de ces familles, un parent a soit perdu son emploi ou a été forcé de l'abandonner pour s'occuper de l'enfant. (*Irwin and Lero (1997), In Our Way: Child Care Barriers to Full Workforce Participation Experienced by Parents of Children with Special Needs and Potential Remedies.*) Il faudrait, proportionnellement, que 10 % de tout l'argent versé au profit de l'éducation et du développement de la petite enfance soit alloué à la création de services de garde pour les enfants ayant des besoins spéciaux.

### Un pas dans la bonne direction

Cette année, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux entreprennent des démarches prometteuses en vue de créer à l'échelle nationale un système coordonné de services de garde d'enfants de qualité. Le dernier budget fédéral comportait un engagement à cet égard de l'ordre de 935 milliards de dollars sur une période de cinq ans. Cet argent sera investi en vertu du Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, une entente qui a été signée par les gouvernements fédéral et provinciaux-territoriaux le 12 mars 2003 :

[TRADUCTION] « Les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables des services sociaux ont conclu une entente sur un cadre visant à améliorer l'accès à des programmes et à des services de garde et d'éducation de la petite enfance de qualité, à coût abordable, réglementés par les provinces et les territoires. Cette initiative fait suite à l'engagement pris par les premiers ministres, en septembre 2000, d'améliorer et d'élargir les programmes et les services de développement de la petite enfance. Soucieux de l'importance d'aider encore davantage à promouvoir le développement des jeunes enfants et de soutenir l'accès des parents à la formation et à l'emploi, les ministres se sont en outre engagés à faire d'autres investissements dans les services de garde et d'éducation de la petite enfance. »  
(*Développement des ressources humaines Canada socialunion.gc.ca/ecd/framework\_f.htm*)

La population canadienne est en faveur des engagements pris :

- 89 % des Canadiens ont déclaré qu'il était important d'offrir le même niveau de service à chacun.
- 89 % ont affirmé qu'il était important que tout le monde ait accès à des services de garde d'enfants de qualité.
- 88 % ont soutenu qu'il était important que les services de garde accueillent les enfants ayant des besoins spéciaux.
- 90 % ont déclaré qu'il était important que des services de garde de qualité soient offerts à un coût abordable à tout le monde.

Les Canadiens croient que la prestation de services de garde de qualité est un service essentiel pour les enfants, les parents, les collectivités et les employeurs. L'avenir du Canada en dépend. Le public canadien est fortement en faveur de politiques qui veilleraient à ce que tous les enfants au Canada aient accès à des services de garde de qualité. La population s'attend à ce que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour qu'il y ait des services de garde d'enfants de qualité accessibles et à coût abordable pour tout le monde. Une très forte majorité parmi tous les groupes démographiques de toutes les régions est en faveur d'un système de garde d'enfants public, coordonné à l'échelle nationale.

**Il est temps que les politiques gouvernementales tiennent compte des préférences du public.**